



## Déclaration liminaire UNSA FP 26 MAI 2025 CP Famille du CIAS

L'UNSA Fonction Publique tire une nouvelle fois la sonnette d'alarme en ce qui concerne la prestation Chèques-Vacances de l'Action sociale interministérielle.

Le nombre de plans d'épargne servis en 2024 est en baisse par rapport à 2023 de plus de 30 000 (84 275 versus 114 104). Le nombre de plans ouverts recule de près de 20 000 sur la même période (77 11 versus 96 760).

La tendance baissière depuis plus d'une décennie s'est dramatiquement accentuée ces deux dernières années. La seule éviction des retraités de l'accès à cette prestation ne peut l'expliquer. La diminution de la capacité d'épargne des agents de l'Etat aux plus faibles traitements en est une raison, la non revalorisation des prestations en est une seconde. Le déficit de communication accentue cette tendance.

Les Chèques-vacances sont une conquête sociale que nous devons conforter. Créés en 1982 par le ministère du Temps Libre et des Loisirs, ils sont nés de la conviction profonde que les vacances apportent une contribution efficace aux politiques publiques de cohésion sociale. Construire un projet de vacances ; changer d'horizon, découvrir d'autres paysages, d'autres personnes et d'autres cultures ; se reposer, prendre du temps pour soi et avec son entourage : autant de leviers puissants de dignité de la personne, de lutte contre l'exclusion et l'isolement, d'intégration sociale, de construction de la citoyenneté.

Il est temps de travailler à un redressement de cette prestation. Des propositions l'UNSA Fonction Publique en a :

- Réduction du temps d'épargne pour les personnels les plus fragiles,
- Possibilité de cumuler chèques connect et chèques papiers
- Relèvement des plafonds d'accès, basés sur le revenu fiscal de référence, en revalorisant ceux-ci sur l'inflation annuelle, comme cela est fait pour les tranches d'imposition
- Des campagnes de communication ciblées.

L'UNSA Fonction Publique revendique une politique forte de l'ASI pour arrêter cette hémorragie et conforter cette prestation. Le risque de la disparition de cette prestation est présent. L'UNSA Fonction Publique ne peut l'accepter et est prête à travailler sur le développement de cette prestation.